

PLAN EPARGNE POPULAIRE

L'épargne populaire est organisée autour de deux produits :

- le livret d'épargne – LEP
- le plan épargne populaire- PEP

Il s'agit de deux produits d'épargne bien différents. En effet, Le Livret d'Epargne Populaire est un compte d'épargne rémunéré, dont les intérêts ne sont soumis ni à l'impôt sur le revenu *ni aux prélèvements sociaux*. Il représente une des meilleures solutions pour épargner jusqu'à 7 700 EUR pour les personnes peu ou pas imposées.

Le Plan Epargne Populaire est également un compte d'épargne rémunéré dont la *stabilité* doit permettre l'obtention d'exonérations fiscales et d'une prime d'épargne mais demeure soumis aux prélèvements sociaux.

• Cadre juridique

Le PEP a été institué par l'article 109 de la loi n° 89-935 du 29 décembre 1989 codifié dans le Code Monétaire et financier aux articles L221-18 à L221-23.

Les conditions d'application de ce dispositif ont été fixées dans un décret n° 90-116 du 5 février 1990 et un arrêté du même jour. Ces textes ont été commentés par l'administration fiscale dans une instruction du 12 juillet 1990¹ et dans la documentation administrative².

• Présentation : objectifs et caractéristiques

Ce PEP a été lancé le 1 janvier 1990 sous l'égide de Pierre Bérégovoy.
Le PEP est un produit d'épargne en vue....d'épargner bien sûr !

Il est qualifié de « populaire » car c'est un produit accessible à tous et en particulier pour foyers les plus modestes. Le régime du PEP est assez simple et peu contraignant ce qui lui a valu un franc succès à ses débuts et puis après il est tombé quelque peu en désuétude. Actuellement on dénombre 5 millions de titulaires.

Le PEP s'est substitué au Plan d'épargne en vue de la retraite (PER) dont le

1 BOI 5 I-4-90, Drt Fiscal 1990 n° 39 I D 10089

2 Doc.adm.DG 5 I- 48, 1^{er} avril 1992

fonctionnement a été jugé trop complexe.

Le PEP est quant à lui beaucoup plus simple, c'est un produit libre : les conditions de rémunération et les modalités de versement sont fixées librement par contrat entre l'organisme gestionnaire et l'épargnant.

- **Fonctionnement**

- Ouverture

Toute personne, soumise à l'impôt sur le revenu même si elle n'est pas imposable en raison du faible montant de ses revenus, quel que soit son âge, peut ouvrir un PEP. Une personne ne peut ouvrir qu'un seul PEP mais, au sein d'un foyer, chaque conjoint peut en ouvrir un.

Il ne peut pas être ouvert de PEP au nom d'un enfant rattaché au foyer fiscal de ses parents. Un PEP ne peut donc avoir qu'un titulaire. La date d'ouverture du PEP est celle du premier versement.

L'épargnant ouvre un plan d'épargne populaire auprès d'une banque ou d'une compagnie d'assurance. Il convient toutefois de préciser que depuis le 25 septembre 2003, l'ouverture d'un PEP n'est plus possible.

- Les versements

Les sommes versées sur un plan d'épargne populaire peuvent être affectées à un compte de dépôt ou à une opération d'assurance-vie. Les versements peuvent être effectués en espèces, par chèque, par virement ou par prélèvement automatique.

Il n'est prévu ni versement minimum initial ou annuel, ni rythme de versement (mensuel, trimestriel, annuel, etc.).

Le PEP est un produit libre, les conditions de rémunération (taux fixe ou variable, taux minimum garanti) et les modalités de versement sont fixées librement par contrat entre l'organisme gestionnaire et l'épargnant.

L'épargnant effectue des versements dans la limite de 92.000 € soit 600.000 frs qui sont affectés soit à :

- un compte de dépôt en numéraire, on parle dans ce cas d'un PEP bancaire
- une opération d'assurance vie, il s'agit dans ce cas d'un PEP assurance-vie

- La durée du plan

Elle est normalement de 10 ans, mais fiscalement elle est de 8 ans !

À la fin du plan, il est possible de choisir entre le versement en capital et le versement d'une rente viagère. La sortie du PEP peut être anticipée mais il y a perte des avantages fiscaux.

- **Avantages et atouts du PEP**

Toutes les catégories d'épargnants bénéficient d'un avantage !

- Retrait effectué plus de 8 ans après l'ouverture de plan :

- Les personnes imposables à l'impôt sur le revenu bénéficient d'une exonération totale des produits capitalisés. ;
- les résidents non imposables ou dont la cotisation est inférieure à un certain montant, bénéficient d'une prime d'état pour les PEP ouverts avant le 22.09.03 ;
- clôture du PEP si le retrait intervient avant 10 ans ;
- interdiction d'effectuer des nouveaux versements après 10 ans.

- Retrait effectué moins de 8 ans après l'ouverture du PEP entraîne

- clôture du plan
- la perte du droit à la prime
- l'imposition des produits dans la catégorie des revenus de capitaux mobiliers soit sur option par un prélèvement libératoire dont le taux varie en fonction de la date de retrait.
 - Si le retrait fonds intervient avant 4 ans : le plan est clos et les produits sont imposable par option par prélèvement libératoire de **35%** (augmenté des prélèvements sociaux dont la CSG et la CRDS) ;
 - Si le retrait des fonds intervient entre 4 et 8 ans : le plan est clos et les produits sont imposables sur option par un prélèvement

libératoire de **16%** (15% avant 2004), augmenté des prélèvements sociaux dont la CSG et la CRDS.

Il convient de préciser qu'en cas de force majeure, les retraits sont exonérés d'impôt. Ces situations de force majeure ont été définies à l'article 157-22° du CGI : décès, invalidité, expiration des droits aux allocations chômage, liquidation judiciaire.

Pour les PEP assurance, un avantage supplémentaire : la transmission hors droits de succession, en cas de décès du titulaire du PEP, du capital et des intérêts.

- **Hypothèses de clôture du PEP**

- ✓ Remise avant 10 ans de tout ou partie des avoirs figurant sur le PEP. Il peut s'agir d'un retrait, d'un remboursement de capital garanti au terme d'un terme d'un contrat d'assurance vie ;
- ✓ Remise de la totalité des avoirs après 10 ans : le plan n'est pas clos après un retrait partiel intervenant 10 ans au moins après son ouverture. Mais il est interdit d'effectuer de nouveaux versements après ce retrait ;
- ✓ Non respect de certaines obligations : tel est le cas de l'épargnant qui dispose de plusieurs PEP ou qui dépasse le plafond de versement ;
- ✓ Décès du titulaire.

Par ailleurs, il convient d'ajouter que le PEP a été supprimé au terme de la loi FILLON du 21 août 2003 et il est fermé aux souscriptions nouvelles depuis le 25 septembre 2003 afin de laisser le champ libre au lancement du PERP. Pour les PEP ouverts avant cette date, les conditions de fonctionnement demeurent inchangées. Les titulaires d'un PEP restent autorisés à effectuer des nouveaux versements dans la limite des plafonds légaux et continuent à bénéficier des avantages.

- **Conclusion**

Bien qu'il ne soit plus possible d'ouvrir aujourd'hui un plan épargne populaire, il demeure un bon produit d'épargne (produit environ 4% avant prélèvements sociaux et exonération des intérêts au bout de 8 ans), simple, souple et entièrement garanti. Selon certains analystes financiers, le PEP est même un produit fiscalement imbattable si bien qu'il n'existe plus de produit comparable sur le marché !

Le PERP qui est venu remplacer le PEP n'est pas très avantageux car s'il a pour principale caractéristique d'être déductible du revenu global, il n'est intéressant que pour le contribuable passible de l'IR. En définitive, d'un système avantageux pour les épargnants, on est passé à un mécanisme moins populaire !

- **Bibliographie**

- Mémento pratique Francis Lefebvre 2006
- Code Monétaire et financier : articles L221-18 à L221-23

- Gervais Morel : Fiscalité, placements et réductions d'impôts. Edition 1998 collection Banque ITB. p.98
- Dictionnaire Revenu fiduciaire, 19^{ème} édition. p.646
- JurisClasseur Fiscal impôts directs, fascicule 1046
- www.lemonde.fr : *la fiscalité en chantier, la réforme en catimini de l'épargne*
du 5.12.2005
- www.lesechos.fr: *profiter du PEP jusqu'au bout* du 14.03.2005
- www.minefi.gouv.fr
- www.lexisnexis.com
- www.retraiteinfo.fr

Tableau récapitulatif à titre comparatif des rendements actuellement offerts par
les placements à court terme

- **Plans d'épargne populaire bancaires et assurances**

- PEP bancaire : entre **3% et 4%**
- PEP assurance vie : rémunération très variable

- **Livrets défiscalisés et réglementés**

- Livret A ou livret bleu du Crédit Mutuel : 2,75%
- Codevi (Compte pour le développement industriel): 2,75%
- Livret d'épargne des travailleurs manuels : 2,75%
- Livret d'épargne populaire (LEP): 3,75%
- Livret Jeunes: 3,25% à 4% selon les banques
- Livret d'épargne entreprise: 2%

- **Livrets fiscalisés libres**

- Livrets classiques: 2% à 3%
- Les "super livrets" autour de 3% bruts

- **Les Sicav monétaires et monétaires dynamiques**

Entre 2 et 4% l'an

- **Les comptes bancaires rémunérés**

- Comptes rémunérés: 0,50 à 2%

- **Les comptes à terme rémunérés**

Les CAT:

- A taux fixe: 2,50% à 3%
- A taux progressif: 2,50% à 4%

- **Livrets et plans d'épargne logement**

- Compte épargne- logement: 1,75% (hors prime d'épargne)
- Plan d'épargne- logement: 2,50% (hors prime d'épargne)

- **Les contrats d'assurance- vie**

- Contrats en euros: environ 4%
- Contrats multi supports : rémunération très variable